

“Que les patrons arrêtent avec leurs fantasmes!”

■ Marie-Hélène Ska (CSC) répond aux attaques de l'UCM contre les syndicats.

Il fallait s'y attendre. La sortie musclée du président de l'Union des classes moyennes dans “La Libre” de vendredi a suscité de vives réactions côté travailleurs. Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC (syndicat chrétien), répond point par point aux attaques de Philippe Godfroid à l'égard des syndicats. Et lui retourne ses recommandations: “Que M. Godfroid et les autres soient moins conservateurs, plus ouverts et plus respectueux des autres interlocuteurs. Et qu'ils prennent en compte le malaise réel et profond que suscitent les mesures sur la table aujourd'hui”.

1 Les syndicats ne respectent rien

“Il y a peu d'acteurs dans la société civile aussi disciplinés que les organisations syndicales, affirme M^{me} Ska. On prévient par conférence de presse, on organise une concentration de militants puis on annonce longtemps à l'avance un plan d'actions structuré.”

2 La grève est politique

“Je ne savais pas que le fait de défendre la sécurité sociale, de plaider pour une relance de l'économie, de demander une fiscalité juste et de défendre le pouvoir d'achat constituait une grève politique. J'invite M. Godfroid à prendre connaissance de nos revendications. Elles sont résumées en une page A4. Ça se lit vite.”

3 Négociez au lieu de faire grève

“Mais qu'il nous dise autour de quelle table il est possible de discuter d'un plan de relance, d'une fiscalité plus juste et du saut d'index. Nous voulons mettre nos revendications sur la table en toute transparence, ce qui n'est manifestement pas le cas de certains lobbys, qui font le siège du gouvernement pour empêcher une taxe sur les transactions financières ou sur la spéculation, et une lutte efficace contre la fraude fiscale. 120 000 personnes ont manifesté

et nos revendications ne sont toujours pas discutables aujourd'hui.”

4 Les syndicats sont conservateurs

“Ce qui est conservateur, c'est le ruling de HSBC, c'est de considérer qu'on peut poursuivre des accords fiscaux au Luxembourg plutôt que de payer une juste contribution ici. Si cela avait été le cas, il n'aurait pas

fallu trouver 11 milliards d'euros d'économies, mais beaucoup moins. Et même ces 11 milliards, il est possible d'aller les chercher ailleurs que dans la poche des invalides, des pensionnés et des travailleurs. En Belgique, il faut 45 ans pour avoir une carrière complète. C'est une des plus longues durées en Europe. Au lieu de relever l'âge légal de la pension, il faut davantage de relance pour permettre aux uns et aux autres de trouver du travail, et une politique de ressources humaines dans les entreprises qui permette aux travailleurs de rester actifs au-delà de 55 ans, ce qui est difficile aujourd'hui. Oui, nous avons besoin de beaucoup de changements sur le marché du travail: des changements d'attitude des employeurs vis-à-vis des travailleurs âgés et des jeunes.”

5 La grève plombe les entreprises

“M. Godfroid dit que les grèves coûtent 50 millions par jour. Agoria dit 2 milliards. Il faut savoir. Mais il serait facile d'éviter ces coûts, si on nous entendait.”

6 Un piquet de grève est inadmissible

“Nous aimerions que personne ne soit pris en otage. On ne veut pas opposer les travailleurs en grève et ceux qui ne le sont

pas, mais nous essayons d'avoir des moyens d'action légaux et démocratiques, quand des lobbys font pression de manière occulte et non démocratique. Nous avons annoncé notre plan suffisamment à l'avance pour que chacun puisse prendre ses dispositions. Les piquets de grève sont légaux, même s'il y a des règles à respecter. Les employeurs essaient de briser le droit de grève en demandant à des huissiers de procéder à des astreintes. Mais c'est une

atteinte à la démocratie sociale. Nous aimerions que le droit international relatif au droit de grève puisse être respecté.”

8 Attaquons les syndicats en justice

“Les débordements étaient extérieurs à la manifestation, raison pour laquelle nous les avons condamnés fermement. La justice a interpellé des fauteurs de trouble et il s'agissait de personnes extérieures. Il n'y a donc pas de raison de mettre en cause les syndicats. Si des incidents s'étaient produits au sein de la manif, nous assumerions. Et s'il est prouvé que des affiliés ont participé à ces débordements, nous agirons. Mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas.”

9 Ils doivent publier leurs comptes

“La publication des comptes et la personnalité juridique, c'est un vieux fantasme patronal. La responsabilité d'une organisation ne tient pas à sa personnalité juridique. Nous assumons la responsabilité des actes que nous posons. Pour le reste, ce qui les intéresse, c'est de connaître la capacité de résistance des syndicats. Mais c'est une règle élémentaire que de ne pas la mettre sur la table. Que les patrons arrêtent avec leurs fantasmes! Construisons une concertation sociale sans provocation. J'ai vu que le Voka trouvait logique de taxer les plus-values spéculatives. Parlons-en.”

10 La manif était francophone

“Il y avait une mobilisation forte au nord, au sud, au centre, à l'est et à l'ouest et je peux vous dire que dans les actions qui vont se dérouler dans les semaines à venir, il en sera de même. J'invite M. Godfroid à être attentif à ce qui va se passer.”

11 Qu'ils respectent la démocratie

“Nous respectons la légitimité démocratique du gouvernement. Mais les élections se déroulent tous les cinq ans et ne donnent pas un blanc-seing aveugle à des mesures, dont certaines ne figuraient d'ailleurs dans aucun programme de parti. Il est

faux de dire que le citoyen s'est exprimé en faveur de mesures violentes comme le saut d'index ou le report de la pension.”